

BDS : décolonisons l'espoir !

Le 22 décembre

À celles et ceux qui nous soutiennent,

Nous gardons l'espoir, malgré tous les obstacles. Mais notre espoir n'est pas le produit de vœux pieux ou d'illusions quant aux défis qui nous attendent, car un tel espoir ne ferait que prolonger notre situation coloniale.

Notre espoir est ancré dans le riche héritage de lutte de notre peuple palestinien, dans le consensus palestinien sur lequel se fonde la résistance à l'oppression du mouvement BDS, réfléchi et globalisé, et dans votre solidarité enthousiasmante avec notre lutte pour la liberté, la justice et l'égalité.

Nous sommes pleins d'espoir parce que votre soutien au mouvement BDS a multiplié son impact ces dernières années, affaiblissant davantage le régime d'occupation, de colonialisme de peuplement et d'apartheid exercé par Israël.

Notre espoir, comme le montre notre dernière vidéo, est décolonisé ! Allez voir ! Nous avons demandé à des Palestinien.ne.s d'âges et de milieux divers ce que BDS signifie pour eux/elles, et leurs réponses ont reflété le quasi-consensus de soutien à BDS. Des réfugié.e.s, des militant.e.s chevronné.e.s du boycott depuis la première Intifada, des grand-mères, des jeunes, des étudiant.e.s d'Acre, de Naplouse, de Tulkarem, un prêtre, le chef du syndicat des pêcheurs de Gaza, tou.te.s ont répondu à l'unisson : BDS, c'est l'espoir de réaliser nos droits.

[DONNEZ !](#)

Plus que jamais, nous avons besoin de votre généreux soutien tandis que nous affrontons un régime israélien brutal qui consacre d'énormes ressources financières, diplomatiques,

politiques, dans le domaine du renseignement et de la propagande, au combat contre le mouvement BDS.

Pour mener à bien son projet colonial, il doit insuffler le désespoir dans la tête des colonisés. Notre projet de libération implique de décoloniser nos esprits au moyen d'une résistance stratégique, efficace et pleine d'espoir. BDS est au centre de cette belle résistance.

Votre soutien nourrit cet espoir décolonisé.

Omar Barghouti, défenseur des droits humains, co-fondateur du mouvement BDS pour les droits des Palestinien.ne.s

BDS Movement

[DONNEZ !](#)

Le mouvement BDS non-violent pour la liberté, la justice et l'égalité est soutenu par la majorité absolue de la société palestinienne. BDS rejette toutes les formes de racisme et de discrimination raciale.

Source : [BDS Movement](#)

Traduction SM pour BDS France

Les 20 principaux impacts de notre travail collectif pour la justice en 2020

Communiqué du Comité national palestinien du BDS (BNC)

le 15 décembre 2020

Votre soutien a permis nos réalisations collectives, y compris les premières étapes vers les sanctions, mais nous avons besoin d'une impulsion beaucoup plus forte de la base et de la société civile pour y parvenir.

Malgré son investissement massif de ressources financières, politiques, diplomatiques, de propagande et d'espionnage dans sa guerre contre le mouvement BDS, Israël a échoué, comme l'admettent aujourd'hui certains de ses propres groupes de pression, grâce à votre soutien dans le monde entier.

Depuis des années, les militants se demandent quand nos efforts fructueux en matière de « B » et de « D » commenceront à déboucher sur un certain « S ». Quand nos campagnes de boycott et de désinvestissement à la base commenceront-elles à inciter les décideurs politiques à envisager d'imposer à l'Israël de l'apartheid des sanctions similaires à celles imposées à l'Afrique du Sud de l'apartheid dans le passé ?

Nous partageons avec vous ci-dessous 20 des plus importants indicateurs d'impact que votre soutien nous a permis d'atteindre collectivement en 2020. Nous avons peut-être commencé les premières étapes de cette transition vers le « S », mais nous avons encore besoin d'une impulsion beaucoup plus forte de la base et de la société civile pour y parvenir.

DONNEZ !

1. **Soutien mondial à #UNInvestigateApartheid** : L'appel palestinien à l'ONU pour enquêter sur l'apartheid israélien et imposer des sanctions pour y mettre fin, comme cela a été fait contre l'Afrique du Sud, a reçu un soutien massif de la société civile internationale. Parmi les signataires figurent [452 organisations de la société civile](#) du monde entier, des [pays du Sud](#), dix ex-présidents d'[Amérique latine](#) et d'[Afrique](#), 720 parlementaires, diplomates et personnalités culturelles, ainsi que le diplomate des Nations unies membre de [The](#)

[Elders Lakhdar Brahimi](#).

2. **Des appels de plus en plus nombreux aux sanctions** : Des dirigeants politiques et des personnalités du monde entier ont appelé à l'adoption de sanctions contre Israël afin de mettre un terme à l'annexion formelle et de facto des terres palestiniennes. Parmi eux, le [Conseil oecuménique des Eglises](#) et, au Royaume Uni, des [députés](#), le [Congrès des Syndicats \(TUC\)](#), et des [artistes de renom](#).
3. **Des dirigeants arabes appellent à des sanctions** : Des dizaines de dirigeants arabes – anciens premiers ministres, ministres et diplomates, personnalités de la culture et de la société civile – [appellent](#) à « un large éventail de sanctions efficaces » pour contrer l'apartheid israélien et l'annexion illégale.
4. **L'ONU publie une base de données sur les colonies** : [L'ONU a publié](#) » une liste très attendue de 112 sociétés complices de l'entreprise illégale de colonisation israélienne, un premier pas concret vers la responsabilisation des sociétés israéliennes et internationales qui permettent les graves violations des droits des Palestiniens par Israël. La Confédération syndicale internationale (CSI), qui représente 200 millions de travailleurs dans 163 pays, a [appelé](#) les entreprises figurant sur la liste des Nations unies à « mettre fin à leur présence illégale ... sur la terre palestinienne ». Néanmoins, de nombreuses entreprises complices ne sont pas encore incluses dans la base de données et doivent être ajoutées. Par exemple, plus de [100 organisations demandent](#) que l'ONU ajoute HPE à la base de données pour sa complicité dans les colonies israéliennes.
5. **La justice israélienne subit des défaites** : La guerre juridique d'Israël (lawfare) contre le BDS a subi des coups importants. Réprimandant le gouvernement français, la Cour européenne des droits de l'homme a [jugé](#) que le fait de préconiser le boycott des produits israéliens

relevait de la liberté d'expression protégée par la Convention européenne des droits de l'homme. Un tribunal allemand a [statué](#) que la ville de Munich ne pouvait pas refuser un espace public aux groupes du BDS pour leurs manifestations. Aux États-Unis, une tentative incessante soutenue par le lobby israélien pour censurer et punir l'American Studies Association (ASA) pour son soutien au boycott universitaire d'Israël a une fois de plus [échoué devant les tribunaux](#).

6. **La Cour suprême britannique soutient le désinvestissement local** : La Cour suprême du Royaume-Uni, dans [un arrêt historique](#), a rétabli le droit des fonds de pension des autorités locales à se désinvestir des entreprises complices des violations israéliennes des droits de l'homme, en réprimant les restrictions gouvernementales illégales.
7. **Soutien progressif croissant des États-Unis aux droits des Palestiniens et au BDS** : Les représentants du Congrès américain [appellent](#) à conditionner le financement militaire d'Israël ; 22 % des Juifs américains de moins de 40 ans [soutiennent un boycott total d'Israël](#); Alexandria Ocasio-Cortez – AOC – a [abandonné](#) une manifestation célébrant Yitzhak Rabin, qui a dirigé le nettoyage ethnique et la répression violente du peuple palestinien ; la députée Cori Bush, qui soutient le BDS, a été [élue](#) malgré les dénigrements du lobby israélien.
8. **Les principales institutions financières désinvestissent** : Davantage d'institutions financières de premier plan se sont retirées des entreprises impliquées dans les crimes d'Israël contre les Palestiniens. Le fonds de pension néerlandais ABP [s'est séparé](#) de deux banques israéliennes qui finançaient les colonies, et la société norvégienne [Storebrand s'est séparée](#) de quatre sociétés profitant de l'occupation illégale d'Israël.
9. **Boycott culturel et gains contre le lavage des roses** : Le soutien au boycott culturel des institutions

culturelles israéliennes complices s'est accru. Plus de 170 réalisateurs de films queer [s'engagent](#) à ne pas participer au festival du film LGBT TLVFest, parrainé par le gouvernement israélien. Dix-neuf participants au TLVFest 2020 [se sont retirés](#), dont huit [cinéastes brésiliens](#). Docaviv – le Festival international du film documentaire de Tel-Aviv 2020, qui s'associe à des ministères du gouvernement israélien, a également été bouleversé par quatre [annulations](#) de la part de cinéastes et d'invités internationaux.

10. **La semaine contre l'apartheid israélien intégrée dans les campagnes antiracistes:** [Plus de 100 groupes européens](#) se sont joints à un appel palestinien pour coordonner les événements annuels de la Semaine contre l'apartheid israélien (IAW) avec les activités marquant la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. La Semaine contre l'apartheid israélien a été organisée dans le monde entier, malgré la pandémie de COVID-19, et de nombreux [événements](#) ont dû se dérouler en ligne.
11. **Les victoires du désinvestissement des campus :** [L'Université de Manchester \(Royaume Uni\)](#) a désinvesti près de 2 millions de livres sterling à des entreprises complices de l'oppression d'Israël. Aux États-Unis, les étudiants de [l'université Columbia](#), de [l'université de l'Illinois Urbana-Champaign](#) et de [l'université d'Etat de San Francisco](#) ont tous voté pour se désinvestir de l'apartheid israélien.
12. **Les victoires de la campagne de boycott du Puma :** La plus grande université de Malaisie, Universiti Teknologi MARA (UiTM), [a mis fin](#) à un accord de parrainage avec Puma concernant le soutien de la société aux colonies israéliennes illégales. Le club de football Luton Town FC, qui fait partie de la Ligue de championnat britannique, a [abandonné](#) Puma comme fournisseur, tout comme le club de football [Chester F.C.](#) du Royaume-Uni. Dans un moment de franchise, un avocat de Puma a résumé

l'impact de la campagne à un organisateur de boycott, en disant : « Vous nous rendez la vie misérable ».

13. **Les artistes arabes s'opposent à la normalisation des EAU** : Près de 100 artistes arabes, y compris palestiniens, ainsi que 17 groupes et organisations culturelles [se sont engagés](#) à boycotter toutes les activités culturelles parrainées par le régime des EAU au sujet de la normalisation d'Israël. Parmi les signataires figurent des grands noms du cinéma, de la musique, de la photographie, des arts du spectacle et des arts visuels, entre autres.
14. **G4S perd des contrats** : Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et une multinationale en Jordanie – qui a demandé à rester anonyme – ont décidé de [ne pas renouveler leurs contrats avec G4S](#) en 2020. G4S, la plus grande société de sécurité au monde, a une longue histoire d'implication dans les violations des droits de l'homme dans le monde entier, y compris la participation à [la gestion de l'Académie de police israélienne](#) à Jérusalem, la formation des forces de police israéliennes, avec un long historique d'implication dans les crimes de guerre.
15. **Propagation des zones libres d'apartheid** : Malgré la pandémie de COVID-19, les zones libres d'apartheid (ZLA) continuent de se répandre et de mobiliser les communautés. En Italie, le nombre d'activités commerciales, de centres culturels et sportifs et d'associations qui se sont déclarés libres de l'apartheid israélien [a dépassé les 200](#). Plus de 100 ZLA en Europe ont [dénoncé le #CoronaRacism](#), y compris celui d'Israël. Au Chili, la Fédération des étudiants de l'Université Austral [s'est déclarée](#) zone libre d'apartheid, tout [comme](#) dix associations d'étudiants de l'Université Complutense de Madrid.
16. **Victoires du #RightToBoycott** : Malgré l'intensification des tentatives d'Israël et de ses alliés d'extrême droite pour réprimer le mouvement BDS, les militants des

droits de l'homme ont remporté de nombreuses victoires du #RightToBoycott. Une puissante mobilisation mondiale a fait pression sur Israël pour [qu'il libère](#) le coordinateur général du mouvement BDS, Mahmoud Nawajaa, après 19 jours de détention sans inculpation. Le gouvernement écossais a réprimandé le gouvernement britannique en [déclarant que](#) les institutions publiques, les organisations ou les individus écossais devraient être libres de débattre, d'approuver ou de mettre en œuvre le BDS. Aux États-Unis, seule une [fraction des projets de loi](#) introduits visant à défendre les droits des Palestiniens sont devenus des lois en raison des mobilisations citoyennes.

17. **Le soutien à l'embargo militaire s'accroît** : 10 000 personnes ont [demandé](#) à l'UE de cesser d'utiliser les drones de la société israélienne Elbit Systems ; [Liverpool](#) et [Séville](#) ont annulé les principales foires aux armes, dont Elbit Systems, suite à l'opposition locale dans les deux villes ; et Microsoft [s'est séparé](#) de la société israélienne de reconnaissance faciale AnyVision, qui aide Israël à maintenir son régime d'apartheid sur les Palestiniens.
18. **CAF soumise à des pressions pour abandonner le chemin de fer des colonies** : 70 groupes basques ont [demandé](#) à la société CAF de se retirer du projet illégal de métro léger de Jérusalem, qui permet à Israël de poursuivre ses politiques coloniales et d'apartheid, et huit syndicats norvégiens ont [demandé](#) que CAF soit exclue des marchés publics.
19. **Lancement du boycott d'AXA** : 10 000 personnes et 250 organisations se sont [engagées](#) à boycotter AXA pour ses investissements dans les banques israéliennes qui permettent l'occupation et l'apartheid d'Israël.
20. **Des artistes, des universitaires et des organisations culturelles s'opposent à la réduction au silence des défenseurs des droits des Palestiniens en Allemagne** : 375 universitaires et artistes se sont [opposés à des](#)

[tests politiques décisifs](#) en Allemagne visant à réduire au silence les défenseurs des droits des Palestiniens en vertu du droit international. Par ailleurs, [32 organisations culturelles allemandes de premier plan](#) ont critiqué la résolution anti-BDS de 2019 du Parlement allemand, déclarant qu' «au lieu de freiner l'antisémitisme, la résolution a étouffé l'échange ouvert d'idées... et la liberté d'expression dans les arts », tous deux protégés par la Constitution.

Avec votre soutien continu, nous pouvons commencer à voir se concrétiser davantage de « S » !

[DONNEZ !](#)

Source : [BDS movement](#)

Traduction JPB pour pour BDS FRance

[Communiqué du BNC] Nous ne serons pas réduits au silence.

Par le Comité national palestinien du BDS (BNC), le 2 décembre 2020

Notre mouvement pour la liberté, la justice et l'égalité des Palestiniens est confronté à des attaques de plus en plus nombreuses. Leur guerre contre BDS est un échec, mais nous avons plus que jamais besoin de votre soutien pour défendre les droits des Palestiniens.

Cette année, le mouvement BDS pour la liberté, la justice et

l'égalité pour le peuple palestinien a été confronté à une escalade des attaques de l'apartheid israélien et de ses partisans anti-palestiniens.

Dans de nombreux pays, en particulier en Europe et aux États-Unis, un climat inquiétant d'intimidation et de répression a résulté de la diffusion de la définition de travail de l'antisémitisme de l'IHRA qui associe l'opposition légitime au régime d'apartheid, de colonialisme et d'occupation illégale d'Israël à l'antisémitisme.

Les militants de la solidarité avec la Palestine, les associations et le mouvement BDS dans son ensemble sont diffamés, se voient refuser l'accès aux espaces publics et aux financements, sont censurés par les fournisseurs de plateformes de médias sociaux et sont persécutés par les organisations de droit israélien dans le cadre de procès futiles. Des politiques et des lois restrictives sont adoptées pour diaboliser ou criminaliser les boycotts des consommateurs ainsi que le désinvestissement et l'approvisionnement éthique par les institutions publiques.

**Nous avons plus que jamais besoin de votre soutien pour
défendre les droits des Palestiniens**

et notre liberté d'expression collective.

Faites un don : <https://bdsmovement.net/donate>

La bonne nouvelle, c'est que leur guerre contre le BDS est en train d'échouer.

Aux États-Unis, seule une fraction (25 %) des 202 projets de loi introduits pour supprimer notre défense des droits des Palestiniens est devenue une loi en raison de la forte opposition de la base et des libertés civiles.

La Cour européenne des droits humains (CEDH) a rendu une décision historique en juin, statuant que l'appel au boycott des produits israéliens relève de la liberté d'expression protégée par la Convention européenne des droits humains.

Les experts des droits humains des Nations unies sont intervenus contre les motions antidémocratiques et anti-palestiniennes adoptées contre le mouvement BDS en Allemagne, demandant au gouvernement allemand de veiller à ce que les groupes et les partisans du BDS « puissent mener à bien leur travail légitime dans un environnement sûr et favorable, et sans restrictions excessives ».

Des centaines d'universitaires juifs et israéliens, y compris des spécialistes renommés de l'histoire juive et de l'Holocauste, ont également condamné les résolutions parlementaires en Allemagne et en France qui assimilent l'antisionisme et le BDS à l'antisémitisme.

Au Royaume-Uni, la Cour suprême a confirmé le droit des fonds de pension publics de se séparer des entreprises complices de l'apartheid israélien en rejetant les restrictions illégales du gouvernement, tandis qu'un tribunal espagnol a rejeté le procès frivole d'un groupe de pression israélien contre l'annulation par la ville de Cadix d'un événement cinématographique parrainé par l'ambassade israélienne.

Avec votre soutien, nous continuerons à développer notre mouvement non-violent BDS, à construire des alliances plus fortes avec les mouvements de justice mondiale, et à donner de l'espoir et de l'inspiration aux Palestiniens alors que nous continuons sur la voie de la libération.

Faites un don : <https://bdsmovement.net/donate>

Source: [BDS movement](#)

Traduction GD pour BDS France

Nous défendons sans réserve le droit de toutes les nations à l'autodétermination

Communiqué du Comité National Palestinien

1er décembre 2020

« Le Comité national palestinien du BDS, la plus grande coalition de la société palestinienne, défend sans réserve le droit de toutes les nations à l'autodétermination, un droit qui est à la base de notre plaidoyer pour les droits des Palestiniens en vertu du droit international. Nous soutenons [la résolution 690 \(1991\)](#) du Conseil de sécurité des Nations unies qui appelle à « l'organisation et la supervision [...] d'un référendum pour l'autodétermination du peuple du Sahara occidental ». L'application de cette résolution servira les intérêts de tous les peuples frères de la région » ».

Source: [BDS movement](#)

Traduction GD pour BDS France

Le mouvement pacifique BDS l'emportera sur l'alliance d'extrême droite Trump- Netanyahu

Par le Comité national palestinien du BDS (BNC), le 19 novembre 2020

Le Comité national palestinien du BDS répond à la guerre Trump-Netanyahu contre le mouvement BDS.

 BDS movement

Ironiquement l'administration Trump, sous l'impulsion du régime d'apartheid israélien, continue de permettre et de normaliser la suprématie blanche et l'antisémitisme aux États-Unis et dans le monde tout en qualifiant d' »antisémite » le BDS, un mouvement de défense des droits humains dirigé par des Palestiniens et ses millions de partisans dans le monde. Le BDS a systématiquement et catégoriquement rejeté par principe toutes les formes de racisme, y compris le racisme anti-juif.

« L'alliance fanatique Trump-Netanyahu assimile intentionnellement l'opposition au régime israélien d'occupation, de colonisation et d'apartheid contre les Palestiniens avec l'appel à une pression non violente pour mettre fin à ce régime d'une part, et au racisme anti-juif d'autre part, afin de supprimer la défense des droits des Palestiniens en conformité avec le droit international. Cette révision frauduleuse de la définition de l'antisémitisme a été

condamnée par des dizaines de groupes juifs dans le monde entier et par des centaines d'universitaires juifs et israéliens de premier plan, y compris les autorités mondiales en matière d'antisémitisme et d'Holocauste.

« Par cette définition révisionniste et frauduleuse, même les organisations de défense des droits humains qui ne font pas partie du mouvement BDS mais qui soutiennent l'interdiction des produits des colonies, par exemple, ainsi que quelque 22 % des Juifs américains de moins de 40 ans, qui soutiennent un boycott total d'Israël selon un récent sondage, seraient également désignés comme « antisémites ».

« Le mouvement BDS pour la liberté, la justice et l'égalité des Palestiniens est aux côtés de tous ceux qui luttent pour un monde plus digne, plus juste et plus beau. Avec nos nombreux partenaires, nous résisterons à ces tentatives McCarthystes visant à intimider et à harceler les défenseurs des droits humains palestiniens, israéliens et internationaux afin qu'ils acceptent l'apartheid israélien et le colonialisme des colons comme une fatalité ».

Source: [BDS Movement](#)

Traduction : GD pour BDS France

~~~~~

réponse à cette provocation de Mike Pompéo :

**BDS : les États-Unis qualifient d' »antisémite » le mouvement de boycott d'Israël**

Le secrétaire d'État Mike Pompeo fait une annonce alors qu'il se prépare à visiter la colonie israélienne illégale en Cisjordanie

Par le MEE et les agences – 19 novembre 2020 08:44 UTC

Les États-Unis qualifieront d'antisémite la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions, qui vise à isoler Israël sur son

traitement des Palestiniens, a déclaré jeudi le Secrétaire d'Etat Mike Pompeo.

Qualifiant le mouvement de « cancer », Pompeo a déclaré que les États-Unis « considéreront la campagne mondiale anti-Israël BDS comme antisémite... Nous voulons être aux côtés de toutes les autres nations qui reconnaissent le mouvement BDS pour le cancer qu'il est ».

Pompeo a fait ses commentaires lors d'une apparition conjointe avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, alors qu'il se préparait à visiter une colonie israélienne illégale, en violation controversée du protocole diplomatique.

Netanyahu interrompit Pompeo, lui disant que son annonce « sonne tout simplement merveilleusement » (...)

Source: [Middleeasteye](#)

---

# **Le 20 novembre: dites à CAF de descendre du train de l'Apartheid**

BNC, le 18 novembre 2020

*A la veille de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, le 29 novembre, nous exigeons que la compagnie CAF mette fin à son rôle dans le projet israélien illégal de tramway de Jérusalem (JLR). Le JLR permet l'annexion en cours du territoire palestinien occupé, et le renforcement de l'apartheid israélien.*

La société CAF est largement critiquée pour sa complicité avec l'apartheid israélien. Huit syndicats de Norvège appellent au boycott de CAF, et plus de 15 organisations de défense des droits humains de l'État espagnol appellent à ce que CAF et les entreprises listées dans la banque de données des Nations Unies soient exclues des appels d'offres publics. Des personnes connues comme le coureur Javi Dominguez et le journaliste Amparo Lasheras appellent à la mobilisation au Pays Basque le 28 novembre et des militants du Royaume-Uni demandent que CAF soit exclu de l'offre pour fournir le matériel roulant de HS2.

Bien que CAF ait fini 2019 avec des ventes record, la compagnie menace de fermer son usine de Trenasa, ce qui signifierait que 118 ouvriers perdraient leur travail. Nous sommes solidaires de ces ouvriers. Il est clair que CAF ne pense pas aux droits de ses ouvriers. Pourquoi sinon la compagnie participerait-elle à un projet illégal qui la met totalement en péril ?

Le tramway de Jérusalem (JLR) fait partie d'un processus en cours d'enracinement de l'entreprise de colonisation illégale d'Israël et de son vol des terres palestiniennes à et autour de Jérusalem. Le JLR relie Jérusalem-Ouest à des colonies illégales sur des terres palestiniennes occupées, qui sont considérées comme des crimes de guerre selon le droit international.

Shapir, le partenaire israélien de CAF pour le projet de JLR, est cité dans la base de données des Nations Unies des compagnies complices avec lesquelles les relations économiques devraient cesser à cause de leur violation du droit international et des droits humains du peuple palestinien. Si CAF ne change pas d'avis, la compagnie sera incluse aussi dans cette base de données.

En 2007 la campagne contre le rôle de Veolia dans le projet JLR avait été lancée à Bilbao. Après des années de campagne,



Veolia a abandonné le projet après avoir perdu plus de 20 milliards de dollars de contrats.

Rejoignez cette journée internationale d'action pour que la compagnie basque CAF mette également fin à sa complicité avec l'apartheid israélien.

## **Le 20 novembre, nous voulons faire beaucoup de bruit!**

**Utilisez vos réseaux pour mobiliser et sensibiliser. Vous pouvez agir comme suit:**

### **1 – Action sur les médias sociaux**

a) Imprimez cette image:

b) Prenez une photo de vous tenant l'image

c) Partagez la photo sur les médias sociaux avec ce texte :

*La société CAF est largement critiquée pour sa complicité avec l'apartheid israélien. CAF, écoutez-nous: cessez de développer le projet israélien illégal de tramway de Jérusalem qui renforcent les colonies de peuplement israéliennes sur des terres volées aux Palestinien.nes à Jérusalem Est occupée.*



Utilisez le hashtag suivant : **#CAFGetOffIsraelsApartheidTrain**

Suivez la campagne de la société CAF sur twitter : @eaudecaf

La campagne du BNC: [bdsmovement.net/boycott-caf](http://bdsmovement.net/boycott-caf)

d) Partagez ces tweet en anglais:

▪ *Tell CAF to get off Israel's apartheid train*

- *Tell your government and elected officials to exclude CAF from public contracts due to its complicity in illegal Israeli settlements* 
- *Spread the word about CAF's role in helping Israel's annexation and ethnic cleansing of Palestinians in Jerusalem* 

## 2 – Une masse de courriels

Pour envoyer un courriel au directeur général de la société CAF à la veille de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien en exigeant que la société abandonne le projet de tramway de Jérusalem et cesse de soutenir l'occupation militaire, l'annexion et l'apartheid d'Israël, rendez-vous sur la page du BNC: <https://bit.ly/3lIulSs>

Et **utilisez le formulaire encadré en rouge** sur le côté droit de cette page.

*Le texte de la lettre est déjà écrit (en anglais, voir la traduction en français tout en bas de ce message). Vous n'avez plus qu'à entrer votre Prénom, votre Nom, éventuellement votre organisation, votre pays, et votre adresse email, puis valider en cliquant sur **SEND**.*

## 3 – Laissez un message à CAF

Appelez l'entreprise au téléphone pour demander que CAF cesse sa participation au projet de tramway de Jérusalem

**Appelez au 01 82 73 01 00** et laissez un message sur le répondeur pour dire: *Je vous appelle pour me plaindre du fait que CAF participe au projet du tramway illégal de Jérusalem, et je souhaiterais en discuter au plus vite avec la direction*

de CAF.

**Source :** [BDS Movement](#)

Le texte de la lettre en français:

*Cher M. Arizkorreta,*

*J'écris à la veille de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien établie par les Nations unies pour demander que CAF mette fin à sa participation dans le développement et la maintenance du projet israélien illégal du tramway de Jérusalem (Jérusalem Light Train, JLR).*

*La société CAF est largement critiquée pour sa complicité avec l'apartheid israélien. Huit syndicats de Norvège appellent au boycott de CAF, plus de 15 organisations de défense des droits humains de l'état espagnol appellent à ce que CAF et les entreprises listées dans la banque de données des Nations Unies soient exclues des appels d'offres publics, et des militants du Royaume-Uni demandent que CAF soit exclu de l'appel d'offre destiné à fournir le matériel roulant de HS2 , le nouveau chemin de fer à grande vitesse du Royaume-Uni. EH Bildu, le deuxième plus grand parti d'Euskadi, la communauté autonome du pays basque, appelle aussi CAF à abandonner le JLR, ainsi qu'Amnesty International Espagne.*

*A moins que CAF ne change d'avis, la compagnie finira probablement sur la liste publiée par les Nations unies des compagnies complices impliquées dans les activités des colonies illégales israéliennes et avec lesquelles les relations commerciales devraient cesser. Shapir, le partenaire de CAF, est déjà sur cette liste.*

*Le projet de JLR est un élément clé dans la stratégie des autorités israéliennes pour formaliser l'annexion en cours du territoire palestinien occupé et dénier au peuple palestinien leurs droits fondamentaux selon le droit international.*

*En 2016, le Conseil des droits humains des Nations unies a*

*appelé à la cessation de « l'exploitation par Israël d'un tramway reliant les colonies à Jérusalem-Ouest, ce qui est une claire violation du droit international et des résolutions pertinentes des Nations Unies ».*

*Le JLR lui-même représente un outil de l'apartheid israélien puisque sa construction entraîne l'expropriation forcée de terres et la destruction de propriétés palestiniennes. Son exploitation profitera principalement à la population israélienne, particulièrement aux colons illégaux.*

*Le propre code de conduite de CAF affirme que « toutes les actions de CAF et de ceux qui représentent la compagnie respecteront scrupuleusement le droit, les droits humains et les libertés publiques ». Le code ajoute que « chaque entité ou personne qui travaille pour, ou est en affaires avec, CAF doit observer soigneusement les obligations juridiques actuelles, le code de conduite et les règlements internes de CAF ».*

*Conformément à ce code, le comité des ouvriers des usines CAF de Beasain et Irun a demandé publiquement que la compagnie se retire du contrat illégal pour le JLR.*

*La compagnie française Veolia a abandonné tous ces travaux pour le JLR en 2015 après avoir perdu une somme estimée à 20 milliards de dollars en contrats et appels d'offre après des campagnes de la société civile visant à faire pression sur la compagnie pour mettre fin à sa participation dans ce projet. La pression et les protestations internationales continueront jusqu'à ce que CAF cesse de profiter de la colonisation par Israël des terres palestiniennes. Nous demandons donc à CAF d'annuler immédiatement son contrat pour le tramway de Jérusalem.*

*Avec l'expression de mes sentiments distingués,*

---

# **Appel au boycott des produits**

# israéliens : quand le ministère français de la Justice refuse de distinguer entre des produits et des hommes

Par Ghislain Poissonnier et Nicolas Boeglin, le 14 novembre

Peut-on encore espérer des autorités françaises une attitude rationnelle au sujet des appels au boycott des produits israéliens ? On peut légitimement se poser la question à la lecture d'une récente [dépêche](#) du ministère de la justice.

Dans son [arrêt Baldassi](#) du 11 juin 2020 condamnant la France [1], la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a jugé que l'appel au boycott des produits israéliens ne peut pas en soi constituer une infraction pénale : il est en effet couvert par la liberté d'expression [2]. La France n'ayant pas fait appel de l'arrêt, celui-ci est donc juridiquement définitif depuis le 11 septembre 2020.

On pouvait donc s'attendre à ce que le ministère français de la Justice prenne les mesures qui s'imposent afin [d'abroger](#) les circulaires Alliot-Marie du 12 février 2010 [3] et Mercier du 15 mai 2012 [4]. En effet, ces [circulaires](#) prescrivent aux procureurs de poursuivre les personnes appelant au boycott des produits israéliens dans le cadre de la campagne internationale Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS).

Le 20 octobre 2020, le ministère de la Justice a cependant adressé aux procureurs une [dépêche](#) consacrée « à la répression des appels discriminatoires au boycott des produits israéliens » [5], dépêche qui s'efforce de préserver la pénalisation à la française des appels au boycott.

La dépêche (en réalité une circulaire de politique pénale) affirme même que les circulaires Alliot-Marie et Mercier sont toujours valables et que les opérations appelant au boycott des produits israéliens sont encore susceptibles de constituer une infraction.

On est donc en droit de se demander ce que fait la France d'un arrêt du 11 juin 2020 dans lequel le juge européen s'est senti obligé de rappeler qu'il :

*« ... a souligné à de nombreuses reprises que l'article 10 § 2 ne laisse guère de place pour des restrictions à la liberté d'expression dans le domaine du discours politique ou de questions d'intérêt général. » (§78).*

Quelques lignes plus haut, le juge européen avait indiqué que les appels au boycott des produits israéliens concernent précisément « un sujet d'intérêt général, celui du respect du droit international public par l'État d'Israël et de la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, et s'inscrivaient dans un débat contemporain, ouvert en France comme dans toute la communauté internationale » (§78).

Il est clair que les autorités françaises refusent, en violation de la hiérarchie des normes, de se soumettre à la décision de la CEDH et au droit européen. Pire encore, la dépêche nous fait revenir en arrière, avant le 11 juin 2020, quand la chambre criminelle de la Cour de cassation [voyait](#) dans l'appel au boycott un appel discriminatoire.

Comme si la *summa divisio* consacrée par la CEDH n'existait pas. L'arrêt Baldassi explique pourtant de manière très claire qu'il convient de distinguer entre, d'une part, l'incitation à ne pas consommer des produits pour contester la politique d'un Etat, et d'autre part, des appels à la violence contre les personnes (ou des propos racistes et antisémites visant les juifs en tant que collectif ethnico-religieux) ou à la

destruction de biens. La première est parfaitement licite, car couverte par le droit à la liberté d'expression. Les seconds relèvent des discours de haine qui doivent être interdits.

La dépêche joue sur ce qui pourrait à première vue apparaître comme une zone grise située entre ces deux situations, en demandant aux parquets d'observer si l'appel au boycott de produits constitue ou non un appel à la discrimination fondé sur l'origine nationale d'une personne ou d'un groupe de personnes. Partant, la dépêche alimente l'ambiguïté autour de ces deux situations, en refusant d'admettre, à la différence de la CEDH qui le conçoit, qu'il est possible de distinguer, pour parodier Steinbeck, entre « des produits et des hommes ».

Une ambiguïté qui est également alimentée en entretenant un flou entre appel au boycott des produits israéliens et antisémitisme, sans préciser clairement ce qui pourrait faire basculer l'un vers l'autre [6].

Au final, la dépêche est plus que décevante en ce qui concerne son contenu juridique. Sans doute parce qu'elle ne parvient pas à masquer son but, qui est manifestement politique : réprimer à tout prix les [appels](#) au boycott des produits israéliens lancés dans le cadre de la campagne Boycott Désinvestissement Sanctions ([BDS](#)).

- [Dépêche relative à la répression des appels discriminatoires au boycott des produits israéliens du ministère français de la justice \(DP 2020/0065/A4BIS du 20 octobre 2020\)](#)

[1] CEDH, 11 juin 2020, Requêtes n° 15271/16 et 6 autres, Baldassi : la France est condamnée à verser à chacun des requérants 380 euros pour dommage matériel et 7.000 euros pour dommage moral et aux requérants, ensemble, 20.000 euros pour frais et dépens.

[2] [Le boycott des produits et des institutions de l'apartheid](#)

[israélien : un droit et un devoir](#), Joseph Oesterlé et Ghislain Poissonnier, AURDIP, 11 juin 2020.

[3] CRIM-AP n°09-900-A4

[4] CRIM-AP n°2012-034-A4

[5] DP 2020/0065/A4BIS

[6] « [Boycott des produits israéliens : la France persiste à y voir un délit en dépit de la décision de la CEDH](#) » par F. Dubuisson et G. Poissonnier, Actu-Juridique.fr, Édition du 12/11/2020.

Source: [AURDIP](#)

---

# Rejoignez la campagne contre Puma !

Pour manifester votre solidarité envers le peuple palestinien, partagez cet appel au boycott de Puma en publiant nos visuels et/ou en créant vous-même des visuels avec des photos. Envoyez-nous vos photos d'appel au boycott de Puma, nous les publierons avec votre autorisation.

[campagnebdsfrance@yahoo.fr](mailto:campagnebdsfrance@yahoo.fr)

Rejoignez-nous dans la **tweetstorm prévu samedi 21 novembre**, avec nos visuels, vos photos...N'oubliez pas les hashtags: **#BoycottPuma #PumaFam**

Visuels

ici:

<https://www.bdsfrance.org/visuels-pour-la-campagne-du-21-novem>



[bre-contre-puma/](#)

Vous avez besoin d'inspiration ? Voici des exemples de messages qui peuvent être publiés sur les réseaux sociaux :

- Je n'achète plus Puma tant que Puma sponsorise les équipes de foot des colonies illégales israéliennes  
#BoycottPuma #PumaFam
  
- Puma, faites un bond pour les droits des Palestiniens, mettez fin à votre soutien aux équipes de foot des colonies israéliennes sur des terres palestiniennes volées  
#BoycottPuma #PumaFam
  
- Puma viole sa charte éthique et le droit international en soutenant le foot israélien, je n'achète plus Puma  
#BoycottPuma #PumaFam
  
- Tant que Puma soutient le foot de l'apartheid israélien, ce n'est PUMA marque !  
#BoycottPuma #PumaFam
  
- Puma finance le régime d'apartheid sur les terres palestiniennes volées, ma réponse : JE BOYCOTTE !  
#BoycottPuma #PumaFam
  
- Je ne ferai pas partie de la famille Puma tant que Puma soutiendra les clubs de foot des colonies israéliennes illégales  
#BoycottPuma #PumaFam
  
- Puma dit que le sport a le pouvoir de rassembler les

peuples MAIS Puma soutient les colonies israéliennes illégales qui déchirent les familles palestiniennes  
#BoycottPuma #PumaFam

- Puma dit qu'il ne soutient aucune politique MAIS Puma sponsorise l'Association Israélienne de foot qui fait du lobbying en faveur des clubs de foot des colonies israéliennes illégales #BoycottPuma #PumaFam
- Puma dit qu'il est dévoué à l'égalité universelle MAIS il soutient l'apartheid israélien, antithèse de l'égalité. #BoycottPuma #PumaFam
- Puma se félicite d'aider tous les sportifs MAIS il soutient les attaques de sportwashing d'Israël sur le sport palestinien. #BoycottPuma #PumaFam
- Je boycotte Puma, équipementier complice des violations du droit international et des droits humains par Israël. #BoycottPuma #PumaFam
- Puma dit qu'il s'engage contre le racisme MAIS il soutient le foot d'Israël, un pays qui pratique le racisme et l'apartheid. #BoycottPuma #PumaFam

Nous comptons sur vous !



---

# Une douzaine de cinéastes Queer abandonnent le TLVFest, parrainé par le gouvernement israélien

Par la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI), le 11 Novembre 2020.

*Les cinéastes Queer sont solidaires des Palestiniens queer qui appellent au boycott de la TLVFest [ The Tel Aviv International LGBT Film Festival ] pour son rôle dans le pinkwashing des crimes d'Israël. Un webinaire coïncidant avec la soirée d'ouverture du TLVFest présente des cinéastes qui rejoignent le Queer Cinema for Palestine.*



Plus d'une douzaine de cinéastes se sont retirés du TLVFest, le festival du film LGBT organisé par le gouvernement israélien, qui se déroule du 12 au 21 novembre.

Les Queer Palestinians appellent au boycott du TLVFest en raison de son rôle dans le programme de pinkwashing du gouvernement israélien, qui utilise les droits LGBTQIA+ pour dissimuler son régime d'apartheid et son oppression de millions de Palestiniens, queer et non queer.

Cette année, le TLVFest a élargi son partenariat avec le gouvernement israélien d'extrême droite pour inclure le célèbre ministère des affaires stratégiques, qui dirige les efforts répressifs manifestes et secrets du gouvernement pour endiguer la vague de solidarité internationale avec les

Palestiniens, en coordination avec les services secrets criminels d'Israël, le Mossad.

Six des cinéastes qui se sont retirés du TLVFest cette année ont rejoint plus de **160 cinéastes** de plus **d'une vingtaine de pays** qui ont signé l'engagement de Queer Cinema for Palestine, dont **John Eames**, réalisateur du long métrage *March for Dignity* (Royaume-Uni), **Maggie Bailey**, réalisatrice de *Sweet Sweet Kink* (États-Unis), **Andrew Blackman**, réalisateur de *Inferno* (Nouvelle-Zélande) et **Victor Costa Lopes**, réalisateur de *Revoada* (Brésil). Les signataires s'engagent à ne pas participer à la TLVFest ou à d'autres événements parrainés par le gouvernement israélien « tant qu'Israël ne se conformera pas au droit international et ne respectera pas les droits humains des Palestiniens ».

Le cinéaste sud-coréen **Shin Seung Eun**, qui a également signé l'engagement de Queer Cinema for Palestine, a déclaré dans un communiqué :

J'ai retiré mon film *Mother-in-Law* de la TLVFest en Israël. Je suis contre le pinkwashing de l'occupation militaire israélienne de la Palestine. Je suis en solidarité avec les queers palestiniens !

La cinéaste grecque **Artemis Anastasiadou** a également signé l'engagement, déclarant

Je défends la cause palestinienne à 100% et j'ai retiré mon film *Je suis Mackenzie* du TLVFest en raison de son partenariat avec le gouvernement israélien. Je suis solidaire de l'appel des homosexuels palestiniens.

Sept autres cinéastes ont répondu à l'appel de militants et de membres de *Queer Cinema for Palestine* en disant qu'ils avaient demandé à la TLVFest de retirer leurs films en solidarité avec les Palestiniens. Comme les années précédentes, la TLVFest refuse d'honorer ces demandes.

Ghadir Shafie, co-fondatrice et directrice d'Aswat – Centre féministe palestinien pour le genre et les libertés sexuelles, a déclaré :

Les prétentions ridicules de la TLVFest de soutenir les queers palestiniens, avancées chaque année en réponse aux retraits des cinéastes consciencieux, sont encore plus évidentes cette année par son partenariat de pinkwashing avec le ministère israélien même qui s'est engagé à combattre la solidarité internationale avec les Palestiniens par des moyens criminels. TLVFest refuse même de respecter les demandes des cinéastes désireux de se montrer solidaires des Palestiniens de ne pas projeter leurs films au festival.

La TLVFest a cherché à cacher ou à obscurcir son partenariat avec le ministère des affaires stratégiques suite aux premiers retraits de cinéastes. Elle a d'abord remplacé la version anglaise du logo du ministère par une version en hébreu, puis l'a complètement retiré pour le remplacer à nouveau par un logo sans marque.

Les cinéastes ont informé Queer Cinema for Palestine que TLVFest avait de nouveau enrôlé Creative Community for Peace (CCFP) pour contrer l'appel des queers palestiniens. La CCFP est une façade de propagande basé aux États-Unis pour l'organisation de lobbying du gouvernement israélien Stand With Us, qui s'est alliée avec le film raciste et homophobe de John Hagee « Christians United for Israel ».

Shafie a ajouté :

La TLVFest est une partie essentielle de la stratégie israélienne de pinkwashing, qui étend son récit colonial, décrivant les Palestiniens indigènes comme étrangers à leur patrie, aux homosexuels palestiniens les montrant comme des étrangers dans leur propre société. Le TLVFest efface les queers palestiniens et arabes en affirmant de manière raciste qu'il est « le seul festival de films LGBT au Moyen-Orient ».

Nous sommes encouragés par l'afflux de soutien des cinéastes queers cette année. Nous encourageons les autres à rejoindre la charte du Cinéma Queer pour la Palestine en reconnaissance de nos luttes contre l'oppression, qui sont intimement liées.

Des dizaines de cinéastes ont répondu positivement aux appels des queers palestiniens et de leurs alliés à se retirer du TLVFest au cours des dernières années.

Plus de 15 cinéastes ont envoyé des vidéos expliquant pourquoi ils s'étaient engagés à boycotter le TLVFest, dont Alain Guiraudie, nommé à la Palme d'Or, Elle Flanders et Tamira Sawatzky du collectif primé Public Studio et Ian Iqbal Rashid, réalisateur de *Touch of Pink*.

### **Le réalisateur canadien primé John Greyson a déclaré :**

En 2009, j'ai retiré mon film *Fig Trees* du TLVFest. Je ne pouvais pas permettre que mon film, qui parle de la façon dont l'activisme contre le sida en Afrique du Sud est né du mouvement anti-apartheid, soit utilisé comme un écran de fumée rose pour dissimuler le régime d'apartheid israélien qui opprime les Palestiniens. Il est encourageant de voir tant de cinéastes du monde entier se retirer du TLVFest – et s'engager à boycotter le TLVFest – en réponse à l'appel des homosexuels palestiniens. Les cinéastes queers disent que la libération des queers est indivisible de la libération des Palestiniens – et que le boycott est une tactique queer efficace et constructive.

Shafie, Greyson et Flanders seront rejoints par Shohini Ghosh et Syrus Marcus Ware pour le « Love Queer Cinema. Hate Apartheid », pour webinaire le jeudi 12 novembre, qui coïncide avec la soirée d'ouverture du TLVFest.

### **Stephanie Adam de la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël, a déclaré :**

Le TLVFest est lancé alors qu'Israël enracine son système

d'apartheid et son occupation militaire vieux de plusieurs décennies, qui emprisonne des enfants palestiniens dès l'âge de 12 ans, démolit des maisons palestiniennes, près de 400 depuis le seul mois de mars, et maintient des millions de Palestiniens en état de siège à Gaza, dont les Nations Unies ont prédit en 2012 qu'il serait impossible d'y vivre cette année .

Le partenaire de la TLVFest, le fanatique régime d'apartheid israélien, s'est allié avec des leaders d'extrême droite, intolérants, racistes et homophobes du monde entier, de Trump à Bolsonaro, et de Modi à Orban. Le mouvement palestinien de boycott non-violent fait au contraire partie du mouvement mondial, progressiste, de justice pour tous, qui défend les droits des communautés opprimées partout dans le monde. Il est tout à fait naturel que les cinéastes queer se joignent à notre lutte pour la justice pour les Palestiniens autochtones en boycottant le TLVFest.

*La Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) a été lancée en 2004 pour contribuer à la lutte pour la liberté, la justice et l'égalité des Palestiniens. PACBI, un élément clé du mouvement mondial BDS dirigé par les Palestiniens, plaide pour le boycott des institutions universitaires et culturelles israéliennes, étant donné leur complicité profonde et persistante dans le déni par Israël des droits des Palestiniens tels que stipulés dans le droit international. Visitez le site PACBI à <https://bdsmovement.net/pacbi> et suivez-nous sur Twitter @PACBI*

Source: [BDS Movement](#)

Traduction BDS-France

---

# Après 100 jours de grève de la faim, Maher Al-Akhras, en détention israélienne, est en danger imminent de mort. Agissez maintenant !

Par le Comité national Palestinien du BDS (BNC), le 3 Novembre 2020

*Nous appelons les groupes de solidarité du monde entier à intensifier la pression sur le régime d'apartheid israélien pour qu'il le libère immédiatement et sans condition.*



Le citoyen palestinien Maher Al-Akhras, 49 ans, père de six enfants, a entamé une grève de la faim le 27 juillet 2020, soit 100 jours aujourd'hui. Il proteste contre sa détention administrative – détention sans inculpation ni procès – par les forces d'occupation israéliennes. C'est la cinquième fois qu'Israël l'arrête. Sa seule revendication est d'être libéré.

Bien que la santé d'Al-Akhras se détériore et que sa vie soit en grand danger, le régime d'apartheid israélien, avec la complicité de sa Haute Cour, continue de le détenir sous bonne garde dans un hôpital israélien.

Le Conseil des organisations palestiniennes des droits humains (PHROC) a déclaré que Maher « est confronté à une menace sérieuse et imminente pour sa vie au centre médical de Kaplan. En raison d'une carence en sels et en liquides dans son corps, et de son refus de prendre des suppléments nutritionnels, Maher souffre de fréquentes crises, de maux de tête aigus, d'une déficience visuelle et auditive importante, en plus de



*douleurs intenses dans tout son corps, en particulier au niveau de la poitrine» .*

Michael Lynk, le rapporteur spécial des Nations unies pour les territoires palestiniens occupés, a appelé à la libération immédiate d'Al-Akhras et à la fin de la pratique illégale de la détention administrative par Israël. L'Association internationale des juristes démocrates a demandé la libération immédiate d'Al-Akhras et a appelé les gouvernements, y compris le gouvernement américain et les gouvernements européens, à cesser de soutenir les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité d'Israël.

Le Comité national palestinien du BDS (BNC), la plus grande coalition de la société palestinienne, appelle les groupes de solidarité du monde entier à intensifier la pression sur Israël pour qu'il libère immédiatement et sans condition Maher Al-Akhras. Le régime d'extrême droite israélien doit être contraint, par le biais du BDS et d'autres formes de pression pacifique, de respecter ses obligations en vertu du droit international et de respecter les droits des Palestiniens, y compris des prisonniers politiques.

Les entreprises israéliennes et internationales qui profitent de l'incarcération, de l'occupation militaire et de l'apartheid d'Israël doivent faire face à de graves conséquences en termes de perte de contrats, d'offres et d'investissements. Un moyen puissant de soutenir les droits des Palestiniens est de soutenir le boycott de ces entreprises, notamment **Elbit Systems**, qui vend des armes testées sur le terrain sur des Palestiniens, **G4S**, qui gère l'académie centrale de formation de la police israélienne et **HP**, qui fournit la technologie pour les « check-points » israéliens et le registre de la population de l'apartheid, entre autres.

La détention administrative est une procédure qui permet aux autorités d'occupation israéliennes de détenir indéfiniment

des prisonniers sur la base d'informations « secrètes », sans les inculper ni leur permettre de bénéficier d'un procès équitable. Dans la pratique, Israël utilise couramment la détention administrative en violation des paramètres stricts établis par le droit international.

Selon l'organisation de défense des droits des prisonniers palestiniens Addameer, Israël détient actuellement plus de 4 400 prisonniers politiques palestiniens, 350 détenus administratifs et 155 mineurs dans ses cachots. Israël a régulièrement recours à la torture et aux mauvais traitements contre les détenus palestiniens, y compris les mineurs, comme le démontrent les organisations palestiniennes, israéliennes et internationales de défense des droits humains.

En outre, Israël n'a pas réussi à protéger de manière adéquate les prisonniers politiques palestiniens contre le coronavirus. Par exemple, rien qu'hier, Israël a annoncé plus de 73 nouveaux cas de COVID-19 parmi les prisonniers palestiniens de la prison de « Gilboa ».

Il est temps d'agir pour sauver la vie de Maher Al-Akhras et défendre les droits humains fondamentaux de tous les Palestiniens.

Traduction GD pour l'Agence Media Palestine

Source: [BDS movement](#)

---

# **Propagande israélienne ? Une conférence universitaire**

# contestée

Par Edouard Schoene | 13 Oct 2020 |

*Dans le cadre des « lundis de l'innovation » la maison de la création et de l'innovation (université Grenoble Alpes) invitait un conférencier sur un thème étonnant : « Israël la « start-up nation », un modèle pour la France ? »*

*Boycott , désinvestissement, sanctions (BDS) et l'Association France Palestine solidarité étaient présents devant le bâtiment universitaire pour manifester.*



Des étudiants, dont la conférence faisait parti de leur cursus obligatoire, ont lu avec intérêt le tract distribué. Une dizaine d'autres, d'un autre cours, outrés par cette initiative « pas très universitaire » ont pris un paquet de tracts et sont allés intervenir dans l'amphithéâtre quasi vide (des auditeurs écoutaient la conférence en ligne).

Le professeur Ménissier, invitant, responsable du cycle de conférences, s'est étonné de cette manifestation qui a perturbé la conférence, invitant les étudiants à entrer et à intervenir en fin de conférence.

Le tract distribué devant le bâtiment dévoilait « ce que nous cache Israël start up nation » : « L'économie d'Israël est l'une des plus militarisée du monde ... La recherche et développement en Israël est structurellement liée à l'armée et à l'occupation. Le succès de l'innovation israélienne en matière de sécurité et de surveillance est largement dû à son terrain d'expérimentation de choix qu'est la Palestine occupée »

Au palmarès de la « start-up nation » : la barrière de protection qui court le long des 700 km du mur de béton de huit mètres de haut enserrant la Cisjordanie, les instruments de surveillance Elbit System et Technion, les drones de surveillance d'Elbit. Nombre de dictatures achètent les produits high tech israéliens pour surveiller notamment leurs citoyens via la téléphonie.



Les militants de la campagne BDS France (Boycott Désinvestissement Sanctions) et de l'AFPS dénonçaient le fait que l'UGA « participe à cette hypocrisie en accueillant depuis 2014 au sein du conseil scientifique le président de la Technion, université israélienne la plus engagée auprès du complexe militaro industriel ».

Dans la conclusion de la soirée le professeur Ménissier, a déclaré : « Les activistes qui sont intervenus tout à l'heure étaient fondés à émettre les critiques qu'ils ont formulées. Dommage qu'ils ne soient pas restés pour en débattre. »

Source: [le travailleur alpin](#)

---

## **Samedi 6 juin à Lille Rassemblement contre les crimes racistes**

Par AFPS 59/62, le 7 juin 2020

Près de 2.000 personnes ont manifesté ce samedi 6 juin dans les rues de Lille à l'appel du Comité des Sans papiers 59, du Collectif Afrique et du Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires. Sur la base de l'appel (\*), l'AFPS 59/62 a appelé à se joindre à l'action. (Appel et tract que nous avons décidé de ne pas distribuer compte-tenu de la situation sanitaire.)

Masqué.e.s mais pas confiné.e.s, nous avons exprimé notre solidarité avec toutes les victimes des violences et crimes policiers, d'El Qods à Minneapolis, pour que justice soit rendue à Eyad, Adama, Georges, et à toutes celles et ceux dont « les vies comptent aussi ».

(\*): [Appel >>](#)



Vu sur [France Info](#) (à 1mn29) :



et dans [La Voix du Nord](#), drapeau palestinien et de l'AFPS :



Source : [AFPS](#)

---

## **VIDEO #Covid19Palestine : l'appel de solidarité de la Campagne BDS France**

—  
Une vidéo reprenant les photos qui nous ont été envoyées en

solidarité avec le peuple palestinien suite à l'initiative **#Covid19Palestine** lancée par la Campagne BDS France.

COVID-19: Message de solidarité de la Campagne BDS France: <https://www.bdsfrance.org/covid-19-message-de-solidarite-de-la-campagne-bds-france/>

Musique: *Emel Mathlouthi*

**Twitter** :  
<https://twitter.com/Campagnebds/status/1254789118388604929?s=20>

**Facebook** :  
<https://www.facebook.com/BDSFrance/videos/236409327418542/>

---

# **#Covid19Palestine : pour montrer sa solidarité aux Palestiniens**

Par Nadir Dendoune, 13 avril 2020

Les militants de la campagne BDS France\* ont lancé il y a quelques jours l'initiative **#Covid19Palestine**. Chacun est invité à se prendre en photo avec un message de solidarité envers le peuple palestinien, puis de la publier sur Facebook et/ou twitter. Imen Habib, de l'équipe d'animation de la campagne, nous explique le pourquoi d'une telle initiative.

**LCDL** : Vous avez lancé l'initiative **#Covid19Palestine**..

**Imen Habib** : Oui. On a lancé l'appel [#Covid19Palestine](https://www.facebook.com/BDSFrance/videos/236409327418542/) pour montrer au peuple palestinien que nous ne les oublions pas en ces moments difficiles, et que nous continuons de co-résister

à leurs cotés, pour un monde plus juste et solidaire. En cette triste période de pandémie mondiale, le régime israélien continue d'attaquer quotidiennement les Palestinien-ne-s qui cherchent comme tout le monde à se protéger contre le Covid-19, que ce soit en Cisjordanie occupée ou à Gaza.

L'attention dans nos médias dominants est focalisée sur ce qui se passe en Europe, et c'est très important, mais les Palestinien-ne-s, attaqué-e-s en période de pandémie ont comme tous les autres peuples le droit fondamental à la dignité.

Notre initiative est toujours en cours, on a reçu près d'une centaine de photos et on invite vraiment tout le monde à continuer à publier des messages de solidarité avec ce hashtag #Covid19Palestine.

### **En quoi l'épidémie du Coronavirus rend encore plus difficile la vie à Gaza ?**

Gaza est assiégée depuis 13 ans maintenant. Ces 13 ans de blocus inhumain ont considérablement fragilisé le système de santé. Un exemple : il y a 2 millions d'habitant-e-s à Gaza et il y a seulement 60 respirateurs. A partir de ces simples chiffres, on peut mesurer la nature du problème.

Ce blocus était déjà criminel, mais il peut être fatalement tragique si l'épidémie continue à se développer à Gaza. On le sait, dans ce territoire parmi les plus surpeuplés au monde, aucune distanciation sociale n'est possible.

Plus de 90% de l'eau n'est pas potable. L'électricité n'est disponible que quelques heures par jour à Gaza. C'est pourquoi, il y a en ce moment de nombreux appels pour demander la levée immédiate du blocus de Gaza.

### **Vous craignez aussi pour les Palestiniens détenus en Israël...**

Oui. Un peu plus de 5 000 prisonniers et prisonnières palestinien-ne-s sont enfermé-e-s dans des cellules

insalubres. Beaucoup ont une santé fragile et leur situation se détériore avec le Covid-19. Il faut savoir, et ceci s'ajoute à l'injustice de leur situation, que les prisonnier-e-s politiques palestiniens-ne-s sont enfermé-e-s sous le régime arbitraire de la détention administrative, détenue-e-s indéfiniment, sans preuve ni jugement.

Aussi, selon les derniers chiffres annoncés, à la fin décembre 2019, 186 enfants palestiniens étaient détenus dans les prisons israéliennes.

**Comment se passe la continuité du travail de la Campagne BDS dans ce contexte ?**

Nous sommes aussi très investi-e-s dans la campagne contre PUMA, qui sponsorise la fédération israélienne de football, qui affine 6 clubs dans les colonies israéliennes. Il va y avoir une journée de mobilisation en ligne le 4 mai prochain, l'appel à action sera très prochainement publié sur le site de la campagne ([www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org)). Il va y avoir également des initiatives en ligne en direction de l'assureur AXA, qui continue encore de financer entre autres 5 banques israéliennes, qui sont, rappelons-le, les piliers de l'occupation illégale des territoires palestiniens.

**Il y a eu une bonne nouvelle dernièrement pour BDS...**

Oui. A l'échelle internationale, on vient d'apprendre que Microsoft cédait sa participation dans la société israélienne de reconnaissance visuelle AnyVision. Cette décision fait suite à un audit qui avait été provoqué par une campagne BDS ciblant la société. Il avait été souligné que la technologie de reconnaissance visuelle d'AnyVision était utilisée pour espionner les Palestiniens en Cisjordanie.

***\* En 2005, des militants pro-palestiniens lancent à travers le monde un appel au « boycott, au désinvestissement et aux sanctions contre Israël ». Le mouvement, inspiré du boycott de l'Afrique du Sud dans les années 1980 et appelé « BDS »,***



*s'oppose à l'occupation israélienne par des appels répétés au boycott de compagnies israéliennes et étrangères opérant dans les colonies israéliennes ou dans les territoires occupés. En France, le mouvement s'est lancé en 2009, après la guerre de Gaza.*

Source : [Le Courrier de l'atlas](#)

---

# COVID-19 : Message de solidarité de la Campagne BDS France

Cher-e-s abonné-e-s,

Nous espérons que vous allez bien.

La crise sanitaire face à la pandémie de coronavirus nous en dit long aujourd'hui sur l'état du monde et sur la gouvernance désastreuse de celui-ci, et nous invite plus que jamais, en tant que citoyen-ne-s de la société civile, à faire davantage preuve de solidarité.

En cette période très difficile, nous pensons bien évidemment à toutes celles et ceux touché-e-s par la maladie ou victimes fragiles du confinement dans de nombreux pays dont la Palestine occupée.

Vous avez certainement reçu d'assez nombreux liens sur ces questions. Nous avons compilés pour vous quelques liens\* (voir ci-dessous).

A l'heure où nous vous écrivons ces quelques lignes, les attaques israéliennes continuent en Palestine occupée.

Que ce soit en Cisjordanie ou à Gaza, l'acheminement du matériel médical et les soins sont soumis aux restrictions qu'impose l'occupation israélienne. Rappelons pourtant qu'en droit international c'est la puissance occupante qui est responsable de fournir des soins de qualité aux populations qu'elle occupe.

En Israël, conformément à la loi « Etat nation du peuple juif » la plupart des instructions sont écrites exclusivement en hébreu.

Plusieurs prisonnier-e-s palestinien-ne-s ont contracté le COVID-19.

Plus de 180 enfants palestinien-ne-s\*\* sont détenu-e-s dans des prisons israéliennes, dans de mauvaises conditions sanitaires, avec un accès limité aux ressources permettant de maintenir des routines d'hygiène minimales.

La communauté internationale doit exiger que des mesures immédiates soient prises pour libérer tous ces enfants.

Plusieurs dizaines d'habitant-e-s de Cisjordanie sont déjà touché-e-s par le coronavirus et les habitant-e-s de Gaza sont particulièrement vulnérables en raison du siège israélien qui dure depuis 13 ans.

2 habitant-e-s de Gaza sont atteint-e-s, elles sont actuellement à l'isolement.

La plupart des 2 millions d'habitant-e-s de Gaza vit dans des conditions de surpeuplement avec très peu de possibilités de distanciation sociale et aucune possibilité de s'échapper. Le système de santé à Gaza est déjà dans un état d'effondrement en raison du blocus et des guerres successives et n'a pas la capacité de faire face aux demandes de prise en charge liée au Covid-19.

La Campagne BDS France dénonce une nouvelle fois la complicité

du gouvernement français avec le régime d'apartheid israélien, et demande entre autres la levée du siège criminel de Gaza, la libération de tous-te-s les prisonnier-e-s politiques palestinien-ne-s et celle des enfants détenu-e-s dans les prisons israéliennes.

Nous invitons chacun-e d'entre vous à des initiatives de solidarité, que ce soit pour la Palestine ou pour les gens victimes ici même des politiques discriminatoires et des rigueurs de la politique du gouvernement (personnes migrant-e-s, sans papiers, SDF, précaires, prisonnier-e-s ...)

***En solidarité aussi avec le peuple palestinien, nous vous invitons à publier vos messages avec le hashtag : #Covid19Palestine***

**#BDS**

Solidairement,  
L'Equipe d'animation de la Campagne BDS France  
\*:  
<https://covid-entraide.fr>  
<https://viacampesina.org/fr/palestine-contre-le-coronavirus-luawc-met-ses-equipes-et-ses-locaux-a-la-disposition-du-gouvernements-des-paysan>  
<https://zintv.org/naomi-klein-comment-lelite-mondiale-va-tenter-dexploiter-la-pandemie/>  
<http://alter.quebec/palestine-les-palestiniens-detenus-en-israel-en-peril/>  
<https://viacampesina.org/fr/palestine-contre-le-coronavirus-luawc-met-ses-equipes-et-ses-locaux-a-la-disposition-du-gouvernements-des-paysan>  
<https://agencemediapalestine.fr/blog/2020/03/23/la-mise-en-cage-de-gaza-par-israel-est-une-recette-pour-que-le-coronavirus-cree-un-desastre/>  
<http://www.aurdip.org/confirmation-du-coronavirus-a-gaza.html>  
<https://agencemediapalestine.fr/blog/2020/03/23/la-cour-supreme-disrael-limite-la-surveillance-de-patients-du-coronavirus/>  
\*\* :  
<https://agencemediapalestine.fr/blog/2020/03/23/avec-la-pandemie-de-covid-19-israel-doit-liberer-tous-les-enfants-palestiniens-detenus/>

## Agir !

- Rejoignez nous! [Cliquez pour trouver le comité BDS de votre région.](#)
- Votre soutien peut nous aider à continuer à mener et à élargir notre mouvement pour la liberté, la justice et l'égalité pour les Palestiniens. [Nous vous en prions, faites un don aujourd'hui](#) au Comité National BDS palestinien (BNC), direction palestinienne du mouvement BDS mondial.

# La Palestine et BDS présentes dans la vie associative clermontoise

Samedi 22 septembre l'AFPS 63 était présente, comme chaque année, au forum des associations de la ville de Clermont-Ferrand avec un stand axé sur les prisonniers, au travers du cas de Salah Hamouri qui va être fait citoyen d'honneur par la mairie d'Aubière le 5 octobre, et sur BDS en mettant en avant l'absolue nécessité de cette campagne. Un public nombreux était présent, autour d'environ 200 stands d'associations très diverses.



Des échanges intéressants avec le public ont eu lieu, les différents panneaux ont retenu l'attention. Avec les personnes qui connaissent BDS nous avons insisté sur les avancées de la campagne notamment sur l'aspect culturel qui ternit l'image d'Israël. Pour ceux qui ne connaissent pas nous avons présenté BDS comme étant une des actions centrales de notre groupe.



24 signatures de la pétition demandant la suspension des accords UE-Israël ont été recueillies, mais il faut dire que des personnes avaient déjà signé lors d'actions précédentes. Nous avons eu des promesses d'adhésion, des contacts laissés afin de figurer sur nos listes de diffusion (que nous avons invités à consulter notre page FB), des demandes de renseignements pour de futurs voyages en Palestine. Beaucoup de nos militants sont passés sur le stand dont un venant d'Ussel.



Lors de sa visite aux exposants en fin de journée, le maire a affirmé sur notre stand son souci d'impartialité dans le conflit israélo-palestinien.

*Sur le vif : Oui à un état pour chacun ! Oui Israël a le droit d'exister mais non à sa politique d'annexion et d'apartheid ! Attention à la radicalité des soutiens de la Palestine !*

Bref, les torts sont partagés....

Nous avons rappelé au maire l'arrachage par les colons de ceps de vignes de la coopérative Al Sanabel (soutenue par la mairie de Clermont). Une occasion pour lui de réaffirmer le soutien de la Municipalité à la coopérative.

Dimanche 30 septembre, l'AFPS 63 a par ailleurs tenu un stand lors des Portes Ouvertes de la Maison des Associations de l'Oradou, pour présenter les activités des associations hébergées dans cette maison de quartier. Des mets palestiniens ont agrémenté le buffet convivial.

---

**France-Israël 2018: Action  
BDS à l'Institut Français à  
Paris le jeudi 26 octobre**

# 2017

(English below)

Ce jeudi 26 octobre 2017, des militant.e.s de la Campagne BDS France sont intervenu.e.s devant le siège de l'Institut français à Paris pour dénoncer la scandaleuse opération de propagande « France-Israël 2018 », visant à valoriser les relations entre la France et le régime israélien d'apartheid.

VIDEO de l'action:

PHOTOS de l'action:

<https://photos.app.goo.gl/nx9F6hCptSoASUZr1>

Les organisateurs de « France-Israël 2018 » sont réunis cette semaine à l'Institut Français pour planifier les événements qui se dérouleront l'année prochaine.

Sur les pancartes tenues par les militant.e.s, était écrit:

*Année France-Israël 2018 : Année de l'apartheid !*



*Ou encore : Année France-Israël 2018, ou comment divertir l'apartheid israélien ?*

En 2018, nous commémorerons le triste anniversaire des 70 ans de la Nakba, c'est l'année choisie par l'ancien gouvernement « socialiste » pour encourager les politiques, y compris culturelles, de dépossession du peuple palestinien.

Nous ne nous laissons pas abuser par les appels au dialogue quand elles concernent un État qui se sert de la culture à des fins politiques pour redorer son image internationale. La culture ne pourra jamais blanchir l'État israélien de ses crimes, ses persécutions et ses discriminations, que ce soit

contre les populations de Gaza ou de Cisjordanie, contre les Palestiniens vivant en Israël, ou contre les réfugiés palestiniens.

Nous ne nous habituerons pas aux relations « *de haut niveau* »\* entre la France et Israël visant à normaliser ce que l'ONU a récemment qualifié de « plus longue occupation de l'histoire récente ».\*\*

C'est pourquoi nous appelons à boycotter les initiatives promues par la Saison France-Israël, qu'elles soient artistiques, culturelles, qu'elles concernent la recherche, l'enseignement supérieur, l'éducation, le sport, le tourisme, l'économie ou la gastronomie, et nous nous mobiliserons contre les événements qui seront organisés dans le cadre de l'année France-Israël 2018.

**« France-Israël 2018 », la culture ne doit pas divertir  
l'apartheid israélien !**

**Boycottons la normalisation des relations avec l'État  
d'Israël**

**Respect du droit international**

**Solidarité avec le peuple palestinien !**

**\* :**

**<http://www.institutfrancais.com/fr/saisons/france-israel-2018>**

**\*\* :**

**[http://unctad.org/meetings/fr/SessionalDocuments/tdb64d4\\_fr.pdf](http://unctad.org/meetings/fr/SessionalDocuments/tdb64d4_fr.pdf)**

**La Campagne BDS France-Paris**

**[www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org)**

---

ENGLISH:

Paris, 26 October 2017

On Thursday 26 October 2017 activists from the BDS France Campaign demonstrated in front of the headquarters of the French Institute in Paris to denounce the disgraceful propaganda exercise "France-Israel 2018" which aims to enhance the relations between France and the Israeli apartheid regime.

The organisers of next year's operation met at the French Institute in order to plan the events which will be held in the framework of the "France-Israel" year.

Placards held by the activists read:

2018 France-Israel Year: No to the instrumentalisation of culture!

or: 2018 France-Israel Year – or how to entertain Israeli apartheid?

In 2018 we will commemorate the sad anniversary of 70 years of the Naqba. This is the same year chosen by the former "socialist" government to encourage the policy of dispossession of the Palestinian people.

We will not be fooled by calls for dialogue when those concern a State which uses culture for political ends in order to improve its international image. Culture can never whitewash the Israeli State's crimes, the persecution and discrimination it carries out, whether it be against the population of Gaza or the West Bank, against the Palestinians living in Israel or against the Palestinian refugees.

We cannot accept "high level"\* relations between France and Israel which aim to normalise what the United Nations this year described as "the longest occupation in recent history"

\*\*

Therefore we call for the boycott of any initiatives promoted by the France-Israel Season, whether they concern art,



culture, gastronomy, research, education, higher education, sport, tourism or the economy. We shall take action against the events organised in the framework of the 2018 France-Israel Year.

**“France-Israel” Season: Culture must not entertain Israeli apartheid!**

**Boycott the normalisation of relations with the State of Israel**

**Respect for international law**

**Solidarity with the Palestinian people!**

**\*: <http://www.institutfrancais.com/fr/saisons/france-israel-2018>**

**\*\* [http://unctad.org/meetings/en/SessionalDocuments/tdb64d4\\_en.pdf](http://unctad.org/meetings/en/SessionalDocuments/tdb64d4_en.pdf)**

**BDS France Campaign – Paris**

**[www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org)**